



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



OMYA SAS

6 rue Pierre SEMARD
51240 OMEY

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0006807484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement OMYA SAS implanté lieu dit "Pourtaillon" 65370 SOST. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de la carrière de marbre rouge de SOST a été faite dans le cadre du plan triennal de contrôle. L'objectif de cette inspection est de s'assurer, par sondage, du respect des dispositions applicables en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- lieu dit "Pourtaillon" 65370 SOST
- Code AIOT : 0006807484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre rouge de SOST est de taille relativement modeste et n'est associée à aucune installation sur place. La roche est abattue à l'explosif. La production est évacuée vers une zone de transit située en bas de la piste d'accès, puis transportée par camion pour être traitée dans une unité industrielle située sur une autre commune.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative de la carrière,
- gestion de la sécurité périphérique,
- gestion de la pollution des eaux liée au ravitaillement des engins.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation n'ayant plus lieu depuis 8 ans, la nature a commencé à reprendre ses droits. On constate notamment la présence de jeunes arbres en proximité immédiate du carreau et sur la piste d'accès. Le site est globalement propre, mais certains matériels, dont certains très anciens, doivent être évacués.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Période d'exploitation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès et signalisation	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 27	/	Sans objet
2	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de l'absence d'exploitation pendant plus de 3 ans, l'autorisation d'exploiter est maintenant caduque. L'exploitant doit maintenant procéder à la déclaration de cessation d'activité et remettre le site en état.

Dans l'attente, le site doit demeurer sécurisé et il y a lieu d'en maîtriser les accès d'une part et remettre en place la signalétique d'information sur les risques encourus par les personnes qui tenteraient d'entrer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 27
Thème(s) : Autre, Zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation sont interdits par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent. Le danger est signalée par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Ces dispositions concernent aussi toute les zones présentant un risque spécifique tels que les bassins de décantation.
Constats : Le portail d'accès est fermé. La clôture est cependant absente de part et d'autre de ce dernier. L'affichage de l'interdiction d'accès et de la présence de danger n'est pas effectué. L'exploitant doit remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : De manière générale, l'entretien des engins de chantier est interdit sur le site de la carrière. Seul le ravitaillement et les opérations exceptionnelles d'entretien des engins de chantier sont autorisées. L'exploitant doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'aucune pollution des eaux et des sols ne soient possible. A ce titre, il établit une procédure d'intervention. En tout état de cause, ces opérations sont réalisées sur une aire étanche mobile. [...]
Constats : Il n'y a pas de dispositions prises pour éviter une éventuelle pollution du milieu lors des opération de ravitaillement des engins. Cela devra être mis en œuvre avant toute intervention sur la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Période d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74
Thème(s) : Autre, Caducité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. Constats : La dernière période d'exploitation remonte à 2014. Les traces d'activité commence à disparaître, car la nature reprend ses droits notamment par la présence de jeunes arbres sur le carreau et la piste d'accès. Il n'y a pas eu de cas de force majeure et aucune de demande de report du délai de 3 ans entre 2 périodes de production avant la caducité de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'a été produite. La caducité de cet acte administratif est donc acquise. L'exploitant doit donc procéder au dépôt du dossier de cessation définitive d'activité, tel que prévu par le Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois